

Les assureurs-crédit dans le viseur des autorités françaises

Face aux inquiétudes de certaines entreprises, la Banque de France demande à ces acteurs de se mobiliser davantage. Les assureurs-crédit temporent, voire demandent à l'Etat d'en faire plus.

Solenn Poullennec
@SolennMorgan

Après les banquiers et les assureurs, c'est au tour des assureurs-crédit de se retrouver sous pression des autorités et des entreprises. « Nous attendons clairement que les assureurs-crédit qui garantissent le paiement des factures des PME se mobilisent davantage », a déclaré en fin de semaine dernière François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France dans un entretien au « Journal du dimanche ».

Incarnés en France par Euler Hermes, Coface ou encore Atradius, les assureurs-crédit garantissent les entreprises contre les impayés des clients auxquels elles

ont accordé des délais de paiement. En temps de crise, ils peuvent décider de prendre moins de risques. Pour préserver les échanges commerciaux entre entreprises, l'Etat a donc décidé d'accorder au secteur une garantie publique, en passe d'être portée à 15 milliards d'euros. Ce filet de sécurité n'a pourtant pas résolu tous les problèmes.

Des résiliations

« arbitraires »
« Je commence à voir des dossiers d'assurance-crédit arriver en médiation de la part d'entreprises qui ont eu des réductions de lignes [de couverture] qu'elles n'estiment pas justifiées », explique Frédéric Visnovsky, le médiateur du crédit logé au sein de la Banque de France. « Les assureurs-crédit n'ont pas la surface financière pour supporter tous les risques au même moment, mais il serait logique de les voir tout de même supporter des pertes. Or ils cherchent aujourd'hui à se protéger de toute perte face à l'inconnue de la sinistralité à venir », estime-t-il.

Les entreprises ne cachent d'ailleurs par leur inquiétude. « Ce à quoi on a affaire aujourd'hui, c'est à des assureurs-crédit qui résilient des lignes arbitrairement », explique Chérifa Hemadou, déléguée à l'Association française des trésoriers d'entreprise (AFTE).

Certes, des assureurs se montrent ouverts à la négociation et le système de garantie publique permet d'obtenir de nouvelles garanties. Toutefois, contrairement au dispositif qui a été mis en place outre-Rhin, il ne fonctionne que pour les échanges commerciaux futurs des entreprises et doit être activé au cas par cas, après négociation. « C'est un travail colossal de renégocier les lignes [de couverture] », déplore Chérifa Hemadou.

« Silence radio »

Du côté des assureurs-crédit, les critiques des pouvoirs publics sont reçues froidement. « Faire porter le chapeau à l'assurance-crédit, c'est un peu facile et ça ne supporte pas l'épreuve des faits », lance Eric



Les assureurs-crédit garantissent les entreprises contre les impayés des clients auxquels elles ont accordé des délais de paiement. Photo Laurent Grandguillot/RÉA

Lenoir, président du comité exécutif d'Euler Hermes France, le poids lourd du secteur dans l'Hexagone. « Certes, nous prenons des mesures d'ajustement de nos couvertures qui tiennent compte de l'évolution de la santé financière des entreprises, mais nous continuons de prendre de nouvelles garanties aussi et le solde de nos expositions n'est qu'en retrait relatif en comparaison avec

la fin de l'année dernière ». Le groupe, qui s'attend à une augmentation des défaillances d'entreprises en 2020 de l'ordre de 15 % souhaiterait que l'Etat engage entre 10 et 20 milliards d'euros de garantie publique complémentaire. De quoi couvrir les échanges actuels des entreprises à l'heure où elles risquent de faire face à une explosion des retards de paiement

et des impayés. Or, « c'est silence radio du côté du gouvernement », assure Eric Lenoir.

« Notre sentiment est qu'à ce stade, les couvertures sont beaucoup moins réduites qu'elles ne l'ont été en 2009 », tempore aussi Patrice Luscan, le président de l'Icisa, une organisation internationale représentant notamment les assureurs-crédit. ■

carnet

PORTRAIT

par Julie Le Bolzer
@JulieLeBolzer

Claire Viano, aux bons soins de Melvita France



Melvita

Alors que le déconfinement est sur toutes les lèvres, Claire Viano anticipe. La directrice générale France-Benelux de Melvita, un poste récemment créé au sein de la marque de cosmétique bio, planche sur divers scénarios. « Nous sommes en train d'établir plusieurs plans de reprise », explique la Niçoise de 36 ans, tandis que son usine de Lagorce, en Ardèche, s'est engagée à produire du gel hydroalcoolique.

Pragmatique, cette dirigeante, dont le mantra est « la vie n'est pas d'attendre que l'orage passe, c'est d'apprendre à danser sous la pluie » (selon la formule de Sénèque), s'attache aussi à préparer ses équipes, en écho aux propos de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, qui déclarait ce lundi que « le but » était d'être « sûrs, pour les chefs d'entreprise, qu'ils peuvent faire travailler leurs salariés de façon protégée ». « A l'instant T, l'urgence est de maintenir le lien avec les collaborateurs en télétravail, en les informant de la stratégie de ces prochaines semaines », affirme Claire Viano, « montée à Paris par paliers ». « J'ai d'abord fait étape à mi-chemin entre ma Provence natale et la capitale », plaisante cette diplômée de l'EM Lyon.

Egalement passée par l'Insead, cette fille d'une professeur d'anglais et d'un responsable de centre de formation professionnelle a débuté dans le marketing et la communication chez Johnson & Johnson, où elle a sillonné l'univers des cosmétiques chez RoC, Neutrogena ou encore Listerine. Après cinq années dans le lancement de produits, la grande consommatrice de podcasts qui, en temps normal, met à profit le temps passé dans les transports pour se nourrir de contenus audio sur le développement personnel, le bien-être des collaborateurs ou les tendances numériques, est recrutée en 2013 par L'Occitane. Le groupe de Manosque, qui compte 9.000 salariés et réalise plus de 1,2 milliard d'euros de chiffre d'affaires, a racheté en 2008 l'entreprise ardéchoise née en 1983. D'abord chargée du rayonnement de la marque à l'international, la mère de deux jeunes enfants est choisie en septembre dernier pour

piloter le renouveau dans l'Hexagone de ce promoteur de la beauté engagée. « Melvita est le leader historique des cosmétiques bio et ces derniers représentent 5 % du marché total, des atouts sur lesquels nous allons nous appuyer pour nous rendre plus visibles auprès des clientes françaises », indique cette fan du chanteur Julien Doré. Quasi-inexistant il y a vingt ans, le marché de la cosmétique bio et naturelle pesait 757 millions d'euros fin 2018 en France, en progression de près de 19 %. De quoi attiser les convoitises. Chez Melvita, l'après-coronavirus sera consacré à des campagnes de communication et à l'expansion du réseau de distribution (à ce jour, via 7 boutiques en propre ainsi que dans les magasins bio, pharmacies et parapharmacies, et en ligne). « Pour construire une "nouvelle ère Melvita", nous sommes partis d'une page blanche, mais Claire a réussi à nous communiquer son enthousiasme », souligne Sophie Genin, l'une de ses proches collaboratrices.

Miel et vie

Association des mots latins « mel » et « vita » (miel et vie), Melvita a été cofondé par les frères Bernard et Philippe Chevillat, qui étaient notamment apiculteurs. Initialement centrée sur la ruche, la matière première s'est élargie aux plantes. La gamme compte 180 produits pour l'hygiène (savon, déodorant...), le corps (huile, lait hydratant...) et le visage (eaux florales, soins...). Et Melvita assure s'attacher à minimiser ses impacts sur l'ensemble de la chaîne de valeur. « Cela passe par la cueillette durable, le made in France, les circuits courts ou encore le packaging recyclé », détaille la dirigeante qui se dit « féministe » et salue la politique en faveur de la parité de L'Occitane, dont trois des sept marques sont dirigées par des femmes. « En accédant à ce poste à 36 ans, il me semble que c'est un message fort que j'adresse à ma fille de 18 mois et aux jeunes filles », glisse-t-elle. Pragmatique, toujours. ■

ENTREPRISES

UBS
Henri Mills
est promu responsable de l'activité de distribution de la banque d'investissement d'UBS pour la France, le Benelux et les pays nordiques.

Henri Mills, 37 ans, est diplômé de Warwick Business School (Royaume-Uni) et de l'Essec. En 2005, il a débuté chez RBC Capital Markets où il est devenu vice-président, ventes taux d'intérêt Europe en 2007. Six ans plus tard, il a pris la tête des Rate Sales pour l'Europe au sein d'UBS à Londres. Depuis un an, il était à la tête des FRC (FX, Rates & Credit) en Allemagne et des European Rates Distribution pour UBS Europe SE.

KNAUF
Joaquim Correia
rejoint Knaufr comme directeur marketing stratégique.

Joaquim Correia, 47 ans, titulaire d'un master marketing et pratiques commerciales de l'IAE Paris, a œuvré chez Saint-Gobain durant plus de dix-sept ans. Ainsi, il fut chef de produit, chef de pôle marketing, directeur de pôle marketing et directeur marketing et expérience client chez Weber. Il a ensuite été directeur marketing, chargé du marketing stratégique et opérationnel, de la communication externe, de la R&D et de l'assistance technique de Placo.

SGS
Geoffrey Michalak
est désormais directeur technique et formation des réseaux Auto Sécurité et Sécuritétest.

Geoffrey Michalak, 39 ans, titulaire

d'un master en logistique et management, est ingénieur généraliste de l'Enim Metz. Durant quinze ans, il a œuvré au sein de Dekra. Ainsi, il a assumé des responsabilités liées à la qualité, puis à la direction stratégique. Depuis 2018, il était vice-président du service excellence de Dekra SE, basé en Allemagne.

UCAR
Maher Abid
prend la direction d'Ucar Fleet.

Maher Abid, 57 ans, titulaire d'un DUT de génie mécanique et productique, fut notamment directeur commercial de la Société Paloise Automobile (groupe Cica), puis directeur de plaque pour Peugeot dans le Sud-Ouest. En 2018, il est devenu directeur général du pôle Safi Ford Mustang Suzuki Mitsubishi à Vitry-sur-Seine, pour Emil Frey Motors France. En parallèle, il a présidé le club de basket Pau-Lacq-Orthez.

SATYS SERVICES
Grégory Mayeur
a pris la direction générale.

Grégory Mayeur, 48 ans, diplômé de l'Estaca a œuvré au sein d'entreprises telles que Labinal, Snecma, Turbomeca et Safran. Il y a occupé des postes de directeur de sites et de directeur général de divisions.

FONDATION

FONDATION ENTREPRENDRE
Thibault de Saint Simon
prend la direction générale.

Thibault de Saint Simon, 38 ans, est titulaire d'un master 2 en marketing et communication de Paris-

EN PARTENARIAT AVEC
nomination
nomination.fr

Dauphine. Au cours de sa carrière, il a structuré et piloté la politique de responsabilité d'entreprise d'Aviva pour l'ensemble de ses filiales européennes. Plus récemment, il était directeur de la communication et du développement durable d'Aviva France.

📅
Ils sont nés
un 21 avril

- **Virginie Basselot**, cheffe, 41 ans.
- **Thierry Beaudet**, président de la Fédération nationale de la mutualité française, 58 ans.
- **Gabriel de Broglie**, universitaire, historien et académicien, 89 ans.
- **Philippe Carle**, chairman de Marsh & McLennan Companies France, 73 ans.
- **Jean-Pierre Dardenne**, réalisateur, 69 ans.
- **Claire Denis**, cinéaste, 74 ans.
- **Elizabeth II**, reine d'Angleterre, 94 ans.
- **Philippe Goebel**, ex-PDG de Total Petrochemicals France, 67 ans.
- **François Grappotte**, ancien PDG de Legrand, 84 ans.
- **Katsura Hoshino**, mangaka, 40 ans.
- **Andie MacDowell**, actrice, 62 ans.
- **Iggy Pop**, chanteur, 73 ans.
- **Gwendal Peizerat**, champion de patinage artistique, 48 ans.

✉ **Envoyez vos nominations à**
carnetlesechos@nomination.fr

Les Echos

Les Echos est une publication du **Group Les Echos**
PRINCIPAL ASSOCIÉ UFI PAR (LVMH)
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL **Pierre Louette**
DIRECTRICE GÉNÉRALE PÔLE LES ECHOS **Bérénice Lajouanie**
DIRECTRICE DÉLÉGUÉE **Bernard Villeneuve**
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
& PRÉSIDENT DE LA SAS LES ECHOS **Pierre Louette**
Édité par Les Echos, SAS au capital de 794.240 euros RCS 582 071 437
10, boulevard de Grenelle, CS10817, 75738 Paris Cedex 15
Tél. : 01 87 39 70 00. www.lesechos.fr

ÉDITRICE **Marie Van de Voorde-Leclercq**
ÉDITRICE ADJOINTE **Clémence Callies**
DIRECTEUR DES DÉVELOPPEMENTS
ÉDITORIAUX DU PÔLE LES ECHOS **Henri Gibier**
DIRECTEUR DES RÉDACTIONS **Nicolas Barré**
DIRECTEURS DÉLÉGUÉS DE LA RÉDACTION
Dominique Seux et **François Vidal**
RÉDACTEURS EN CHEF
David Barroux (Entreprises)
Julie Chauveau (Entreprises)

Elsa Conesa (Finance et Marchés)
Daniel Fortin (Magazine, Opinions et Innovation)
Arnaud Le Gal (Les Echos Entrepreneurs et opérations spéciales)
Etienne Lefebvre (France et International)
Clémence Lemaître (Information digitale)
Lucie Robequain (France, International et Enquête)
Marie-Christine Sonkin (Patrimoine)
David Barroux EN CHEF TECHNIQUE
Didier Boileau

DIRECTEUR DE CRÉATION **Fabien Laborde**
DIRECTRICE ARTISTIQUE **Marion Moulin**
EDITORIALISTES
Cécile Cornudet, **Jacques Hubert-Rodier**,
Eric Le Boucher, **Jean-François Péresse**,
Jean-Marc Vittori, **Sabine Delanglade**,
Laurent Flallo, **Sylvie Ramadier**
(Le Crible)
LES ECHOS EXECUTIVES
DIRECTRICE EN CHEF **Muriel Jaso**

LES ECHOS WEEK-END
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Henri Gibier
RÉDACTEURS EN CHEF **Laura Berry**
et **Karl de Meyer**
DIRECTRICE ARTISTIQUE **Cécile Texeraud**
SÉRIE LIMITÉE
RÉDACTRICE EN CHEF **Frédérique Dedet**
DIRECTRICE ARTISTIQUE
Clarice Fensterseifer

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DU MARKETING CLIENTS
Etienne Porteaux
DIRECTEUR STRATÉGIE ET COMMUNICATION **Fabrice Février**
PUBLICITÉ Les Echos Le Parisien Médias
Tél. : 01 87 39 78 00
PRÉSIDENTE **Corinne Mrejen**
DIRECTEUR GÉNÉRAL **Philippe Pignol**
DIRECTRICE PUBLICITÉ FINANCIÈRE **Céline Vandromme**
DIRECTRICE PUBLICITÉ COMMERCIALE **Emmanuelle Denis**

SERVICE ABONNEMENTS LES ECHOS 4, rue de Mouchy 60438 Noailles Cedex. Tél. : 01 70 37 61 36 du lundi au vendredi de 9h à 18h. IMPRESSION L'Imprimerie (Tremblay-en-France), Midi Libre (Montpellier). TIRAGE DU 20 AVRIL 2020 : 47.718 exemplaires. Origine du papier : Belgique. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur du papier porteur de l'Écolabel européen sous le numéro FI/37/002. Eutrophisation : P₀ 0,013kg/tonne de papier Membre de membre ACPM OJD CPPAP : 0421 c 83015. Toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'autorisation expresse de l'éditeur (loi du 11 mars 1957).

Ce numéro comporte un 3^e cahier de 12 pages « Les Echos Sociétés »

